

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 43 – du 21 novembre au 28 novembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LIBAN - PERSPECTIVES POUR L'ÉCONOMIE LIBANAISE AU LENDEMAIN DU CESSEZ-LE-FEU

L'intensification de la guerre au Liban à partir de septembre 2024 a constitué un choc additionnel sur l'économie libanaise. La Banque Mondiale estime l'impact du conflit sur la croissance réelle à -6,6% à minima en 2024. Sa prévision de croissance pour 2024 s'établit désormais à -5,7%, étant entendu que le Liban a déjà connu une contraction de son PIB réel de -34% en 5 ans, effaçant l'équivalent de 15 ans d'acquis de croissance. La baisse du PIB à court terme serait avant tout causée par la réduction de la consommation privée et des exportations, ce que semblent confirmer les premiers indicateurs microéconomiques disponibles. L'indice PMI a été ramené de 47 points en septembre à 45 points en octobre, son niveau le plus bas depuis février 2021. Le trafic s'est effondré à l'aéroport de Beyrouth en octobre (-63% de passagers en g.a. et -47% de mouvements d'avions) et le nombre de touristes a diminué de -24% en g.a. sur les 8 premiers mois de l'année. Or le secteur touristique – très largement porté par la diaspora – avait constitué le principal facteur de la stabilisation de l'économie en 2023 (les revenus touristiques ont représenté 27% du PIB en 2023, soit presque autant que les transferts de fonds estimés à 33% du PIB).

La situation sociale est de plus en plus préoccupante. La Banque Mondiale estimait, avant la guerre, le taux de pauvreté absolue (<3\$/jour) à 33% pour la population libanaise et 44% en comptant les réfugiés syriens. Alors que l'accès aux services publics de base est de plus en plus limité, l'afflux de déplacés (entre 800 000 et un million) a créé une crise humanitaire risquant d'accroître les tensions sociales.

Les perspectives de reconstruction sont très incertaines, à moins d'une sortie de l'inertie politico-institutionnelle et d'une mise en œuvre des réformes structurelles (à commencer par la restructuration du secteur bancaire). Les destructions de capital – 3,4 Md\$ estimé à fin octobre par la Banque Mondiale – vont grever la croissance potentielle, déjà très fragilisée par l'effondrement du secteur bancaire et des services publics. Le pilotage de la reconstruction nécessite un État libanais fonctionnel, tandis que son financement implique que la communauté internationale puisse octroyer des prêts au vu des montants en jeu, ce qui est difficilement envisageable sans assainissement macro-financier du pays. La communauté internationale devra en outre réapprendre à travailler avec les structures étatiques, qu'elle a largement contournées ces dernières années.

Les réformes structurelles sont tout autant nécessaires pour enrayer la tendance de fond à l'œuvre depuis 2019, qui voit l'économie libanaise s'informaliser et baisser en gamme. Le secteur privé formel, déjà affaibli par la pénurie de financements bancaires et des coûts énergétiques prohibitifs, enregistre des pertes significatives du fait de la guerre (5,1 Md\$ en 12 mois d'après la Banque Mondiale), et perd des parts de marché face aux acteurs informels. La pénurie d'emplois de qualité devrait ainsi s'accroître, incitant encore davantage à l'émigration qualifiée, ce qui augmentera la dépendance de l'économie à la diaspora. Ce constat alarmant démontre la nécessité de soutenir les entreprises libanaises les plus productives, en leur fournissant des outils de financements adaptés. En l'absence de sursaut en faveur des réformes, le Liban risque en effet de s'ancrer dans un paradigme de sous-développement, dans lequel l'aide internationale en don, dirigée vers les populations vulnérables (estimée à plus d'1 Md\$/an avant la guerre), constituera une rente financière d'appoint.

LE CHIFFRE À RETENIR

-5,7%

RÉCESSION ATTENDUE
EN 2024

PAR LA BANQUE MONDIALE

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. LA BCE MAINTIEN SES TAUX DIRECTEURS POUR LE 9^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

Le comité de politique monétaire de la [Banque centrale d'Égypte \(BCE\)](#), qui s'est réuni le 21 novembre 2024, a maintenu ses taux directeurs inchangés (taux de rémunération des dépôts à 27,25% et taux de refinancement à 28,25%). L'inflation observe une décélération tendancielle mais demeure significativement élevée et a légèrement augmenté en octobre pour le troisième mois consécutif, à 26,5%. Cela étant, l'inflation alimentaire a atteint 27,3% en octobre, son niveau le plus bas en deux ans. Dans son communiqué de presse, la Banque Centrale indique que l'inflation devrait rester proche des niveaux actuels jusqu'à la fin de 2024 en raison des tensions géopolitiques, du risque de mesures protectionnistes et de la répercussion plus importante que prévu des mesures fiscales. Néanmoins, la Banque Centrale anticipe une diminution sensible de l'inflation à partir du premier trimestre 2025 à la faveur de l'impact cumulé du resserrement de la politique monétaire et d'un effet de base favorable.

2. HAUSSE DES TRANSFERTS DE FONDS DES EXPATRIÉS

Les [transferts de fonds des expatriés égyptiens](#) ont atteint 8,3 Mds USD au 3^{ème} trimestre 2024, soit une hausse significative de 84,4% par rapport à la même période de l'année précédente. En septembre 2024, ces transferts ont doublé en glissement annuel, atteignant 2,7 Mds USD. Ainsi, sur les neuf premiers mois de 2024, ces transferts cumulés totalisent 20,8 Mds USD, contre 14,6 Mds USD sur la même période en 2023. Pour rappel, selon la Banque Mondiale, l'Égypte s'est classée au septième rang mondial des pays recevant le plus de fonds de leurs travailleurs expatriés en 2023, avec un total de 24,2 Mds USD envoyés par les 11 millions d'expatriés égyptiens, derrière l'Inde, le Mexique, la Chine, la France, les Philippines et le Pakistan.

3. HAUSSE SIGNIFICATIVE DES RECETTES FISCALES (JUILLET-OCTOBRE 2024)

Selon le ministère des Finances, les [recettes fiscales](#) de l'Égypte ont atteint 560,7 Mds EGP (10,8 Md EUR) entre juillet et octobre 2024, en hausse de 38,3% par rapport aux 405,5 Mds EGP (7,8 Mds EUR) enregistrés sur la même période de l'année 2023. Sur la période, les entités non souveraines ont généré 417,1 Mds EGP de recettes fiscales (8 Mds EUR), soit une hausse de 39,4% en glissement annuel, tandis que les entités souveraines ont généré 143,7 Mds EGP de recettes

fiscales (2,8 Mds EUR), soit une hausse de 35,2% en glissement annuel. Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu ont également contribué à cette tendance, enregistrant une augmentation de 7,7% (141,1 Mds EGP, soit 2,7 Mds EUR) sur la période. Les recettes tirées de la taxe sur la valeur ajoutée ont fortement augmenté (+42,7%), totalisant 261,2 Mds EGP (5 Mds EUR), avec une hausse significative de 68,5% de la TVA sur les biens.

4. SIGNATURE D'UN PARTENARIAT ENTRE ACCOR ET ADTIC POUR LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEL HÔTEL SOFITEL AU CAIRE

Le 14 novembre, le [groupe Accor](#) a signé à Paris un partenariat avec ADTIC (Abu Dhabi Tourism Investment Company), filiale du Fonds souverain d'Abu Dhabi, pour la construction et la gestion d'un nouvel hôtel Sofitel Legend à Gizeh. Le fonds investira 100 M USD dans cet hôtel de 303 chambres, situé à proximité des pyramides de Gizeh et du Grand Musée Égyptien. Les travaux débiteront dès décembre 2024, avec une ouverture prévue en mai 2027. Ce nouvel hôtel sera le 35^{ème} du groupe en Égypte et le troisième de la marque Sofitel au Caire, après la reprise annoncée de l'hôtel Conrad en octobre 2024. ADTIC enrichit également son portefeuille dans le pays, qui comprend déjà deux hôtels Mövenpick et Mercure, deux marques du groupe Accor. Alors que le secteur du tourisme s'est montré particulièrement résilient ces dernières années (les dernières estimations prévoyant un nouveau record d'arrivées de touristes internationaux en 2024, à 15 M), cet investissement s'inscrit dans le cadre d'une ambitieuse stratégie de développement du secteur présentée par les autorités égyptiennes, qui vise 30 millions de touristes pour 30 Mds USD de revenus à l'horizon 2030. Cela nécessitera une forte expansion des capacités hôtelières (jusqu'à 300 000 chambres supplémentaires) et devra s'accompagner d'une montée en gamme des services proposés. Pour rappel, le tourisme est un pilier de l'économie égyptienne (14,4 Mds USD générés en 2023/24), figurant parmi les premières sources de devises.

IRAK

1. FITCH MAINTIEN LA NOTATION SOUVERAINE DE L'IRAK À « B- » AVEC UNE PERSPECTIVE STABLE

L'agence de notation de crédit Fitch Ratings a confirmé le 28 novembre sa notation à « B- » assortie d'une perspective stable pour le risque de crédit de long terme en Irak. Dans son rapport, Fitch Ratings note la forte dépendance de l'économie au pétrole,

la faiblesse institutionnelle du pays et la rigidité des dépenses publiques (les dépenses de fonctionnement représentent 81,8% du total). La perspective stable est quant à elle justifiée par d'importantes réserves de devises étrangères (112 Mds USD soit 11,4 mois d'importations) et un niveau de dette publique relativement faible.

2. OCTROI DE LA 4^{ÈME} LICENCE DE TÉLÉPHONIE MOBILE 5G À VODAFONE

Le ministère des Télécommunications a annoncé le 27 novembre l'octroi de la 4^{ème} licence de téléphonie mobile à l'opérateur britannique Vodafone, en partenariat avec l'entreprise publique Al-Salam, sous tutelle du ministère. Les deux partenaires détiendront pour trois ans l'exclusivité pour la technologie 5G. Le marché des télécommunications en Irak est actuellement dominé par Asiacell, Zain et Korek. La 4G n'a été introduite dans le pays qu'en 2021.

3. RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DU RECENSEMENT DE LA POPULATION

L'Irak a organisé les 20 et 21 novembre son premier recensement de la population depuis 1987. D'après les résultats préliminaires, la population irakienne atteint 45,4 millions d'habitants (dont 6,4 millions dans la région autonome du Kurdistan), avec un taux d'urbanisation de 70%. Le recensement a confirmé la jeunesse de la population irakienne : les moins de 15 ans représentent 36,1% de la population irakienne et les personnes entre 15 et 64 ans 60,2%. La croissance démographique annuelle en Irak est estimée à 2,3%, l'un des taux les plus dynamiques de la région.

IRAN

1. HAUSSE DE 11,8% DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Selon l'administration des douanes, au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours, les exportations et importations non pétrolières ont respectivement atteint 38,15 Mds \$ (+18% en g.a) et 45,12 Mds \$ (+6,9% en g.a). Les principales destinations des exportations sur la période (environ 83% du total) sont la Chine (9,9 Mds \$), l'Irak (8,3 Mds \$), les Émirats Arabes Unis (4,8 Mds \$), la Turquie (4,4 Mds \$), l'Afghanistan (1,6 Md \$), le Pakistan (1,5 Md \$) et l'Inde (1,2 Md \$). Les principaux pays fournisseurs sur la période (environ 83% du total) sont les Émirats Arabes Unis (13,6 Mds \$), la Chine (11,5 Mds \$), la Turquie (7,8 Mds \$), l'Allemagne (1,6 Md \$), la Russie (1,1 Md \$), l'Inde (1 Md \$) et l'Hong Kong (0,9 Md \$). Les principaux produits exportés sur

la période sont le gaz naturel liquéfié (5,1 Mds \$), le propane liquéfié (2,2 Mds \$) et le méthanol (1,7 Md \$). Les trois principaux produits importés sont l'or non-monnaire (4,6 Mds \$), le maïs fourrager (1,8 Md \$) et les téléphones portables (1,5 Md \$). Pour mémoire, l'indice des prix des biens importés a enregistré une hausse moyenne de 4,5% en g.t, avec notamment une hausse de la catégorie « machines et équipements mécaniques » (+10,7% en g.t) et une baisse moyenne de 2,4 % en g.t des catégories « produits végétaux », « produits de l'industrie alimentaire » et « produits minéraux ».

2. L'ICCIMA SE PRONONCE EN FAVEUR DE LA PLEINE APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU GAFI

La Chambre de commerce, des industries, des mines et de l'agriculture d'Irak (ICCIMA) a appelé à une pleine conformité du pays avec les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Selon l'ICCIMA, cette démarche pourrait améliorer substantiellement les échanges commerciaux et les transactions financières, y compris à sanctions américaines constantes. La Chambre affirme que, dans le cadre des efforts visant à retirer l'Irak de la liste noire GAFI, une telle initiative véhiculerait un message clair sur l'engagement du pays en faveur de relations économiques sécurisées et transparentes avec le reste du monde. Elle ajoute que l'adoption des recommandations du GAFI permettrait également de renforcer la transparence financière, d'améliorer les relations internationales, d'attirer les investissements étrangers et de réduire les risques liés au blanchiment d'argent. L'ICCIMA conclut que cette politique contribuerait à stimuler la croissance du commerce extérieur et à baisser les coûts des transactions.

3. LE MARCHÉ DU VPN ESTIMÉ À 1 Md\$

Selon le Ministre des Télécommunications et d'après une enquête menée par le centre d'enquête d'opinion des étudiants iraniens (ISPA), environ 83% des utilisateurs de téléphones portables disposeraient d'un VPN pour accéder à internet, notamment aux réseaux sociaux bloqués par l'État. L'étude révèle également que 82,2% de la population serait connectée aux réseaux sociaux où les applications bloquées Instagram (50,6%), Telegram (39,3%) et WhatsApp (33,3%) se positionnent en tête des plateformes les plus utilisées par les iraniens. Par ailleurs, une autre étude récente d'un centre de recherche estime que le volume annuel du marché des VPN représenterait environ 1 Md \$.

ISRAËL

1. PREMIERS SIGNES DE REPRISES DU TRAFIC AÉRIEN APRÈS L'ACCORD DE « Cessez-le-feu » AVEC LE LIBAN

La compagnie aérienne à bas prix Wizz Air a annoncé la reprise progressive de son activité en Israël, à partir du 20 décembre. Azerbaijan Airlines reprendra ses vols le 30 novembre, Aegean Airlines ses liaisons avec la Grèce à compter du 10 décembre. Les nombreuses annulations de ses concurrents au cours du 3^{ème} trimestre ont permis à la compagnie nationale El Al d'assurer un quasi-monopole et d'enregistrer un bénéfice record de 187 M USD entre juillet et septembre. El Al est la seule entreprise à assurer actuellement des liaisons directes avec l'Amérique du Nord.

2. LA SOLIDITÉ DU SECTEUR BANCAIRE ET ASSURANTIEL PEINE À RASSURER LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

D'après le dernier rapport sur la stabilité financière de la Banque Centrale d'Israël publié en novembre, le système financier local démontre une bonne résilience avec des ratios de capital, de liquidité et des coussins d'absorption adéquats dans le secteur bancaire et assurantiel. Le faible ratio dette/PIB d'avant-guerre et les réserves élevées de devises étrangères de la Banque d'Israël soutiennent la stabilité du système. Pourtant, les investisseurs étrangers ont liquidé des positions sur les marchés financiers israéliens (151 Mds ILS – soit 40,1 Mds USD – de capitaux ont été sortis d'Israël depuis le début de la guerre par les investisseurs institutionnels). La Banque Centrale identifie plusieurs raisons qui peuvent expliquer leur frilosité : **(i)** un niveau de risque macroéconomique jugé élevé (accroissement du déficit, détériorations de la note souveraine, manque de crédibilité de la politique budgétaire); **(ii)** un doublement des cours des contrats d'échange sur risque de crédit depuis le début de la guerre; **(iii)** l'augmentation du crédit au secteur privé de 51 Mds ILS au premier semestre 2024, principalement dans les secteurs de l'immobilier et des prêts hypothécaires; **(iv)** l'augmentation d'émissions d'obligations à court terme.

À noter que le comité monétaire de la Banque Centrale a décidé le 25 novembre de maintenir le taux directeur à 4,5%. Selon le gouverneur de la Banque Centrale, « l'incertitude géopolitique persistante continue de rendre l'activité économique plus difficile et retarde le retour de l'économie au niveau d'activité qui la caractérisait avant la guerre ».

3. CARREFOUR FRANCHIT LE SEUIL DE LA RENTABILITÉ

Pour la première fois depuis l'implantation de Carrefour en Israël, ses succursales ont généré des bénéfices au 3^{ème} trimestre 2024. Pour rappel, Carrefour a signé un accord de franchise avec Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan pour s'implanter sur le marché israélien. Les neuf premiers mois de 2024 ont permis à Electra Consumer Products d'enregistrer un bénéfice net de 20,6 M ILS, contre une perte nette de 130,6 M ILS pour la période correspondante en 2023. Le cours de l'action d'Electra Consumer Products à la Bourse de Tel Aviv est en hausse de 26% depuis le début de l'année. Jusqu'à présent, Electra Consumer Products a converti 110 succursales de supermarchés Mega et Yenot Bitan à la marque Carrefour (huit au troisième trimestre) sur les 149 que compte son réseau.

JORDANIE

1. BAISSÉ DE L'INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION DES PRODUITS AGRICOLES, MAIS HAUSSE DES PRIX DU COMMERCE DE GROS

Selon le Département des Statistiques (DoS), l'indice des prix à la production des produits agricoles a diminué de -17,9% en glissement annuel (g.a.) au cours des 3 premiers trimestres de 2024.

Quant aux prix du commerce de gros, ils ont augmenté de +1,31% au cours des trois premiers trimestres de 2024 en g.a. Cette hausse résulte d'une augmentation des prix de +3% pour les matières premières agricoles, les céréales, les denrées alimentaires, les boissons et le tabac (avec une part dans l'indice de 27%), de +1,47% pour les combustibles, les métaux et matériaux (avec une part dans l'indice de 24%), de +0,14% pour le textile, les vêtements et les articles domestiques (avec une part dans l'indice de 16,50%), de +0,21% pour les prix des machines, équipements et fournitures (avec une part dans l'indice de 11,5%), et de +0,04% pour les prix des véhicules à moteur et pièces de rechange (avec une part dans l'indice de 20,7%)

2. AMÉLIORATION DE L'INDICE DE CONNAISSANCE GLOBALE DU PNUD POUR LA JORDANIE

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le score jordanien associé à l'indice de connaissance globale a atteint 44,2 en 2024, contre 41,1 en 2023. Le Royaume est ainsi passé du 97^{ème} rang sur 133 pays, en 2023, au 88^{ème} rang sur 141, en 2024. L'indice s'est amélioré dans 6 piliers sur 7 : enseignement pré-universitaire (61,7 contre 58,3), formation technique et professionnelle (45,2 contre 42,4), technologies de l'information et

de la communication (49,2 contre 38,1), économie (52 contre 49,7), environnement favorable à l'apprentissage (51,8 contre 51,5), ainsi que recherche, développement et innovation (27,6 contre 25,3). Le seul pilier ayant enregistré une diminution (34 en 2024 contre 35,3 en 2023) est celui de l'enseignement supérieur.

LIBAN

1. LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE LIBAN RESTENT DYNAMIQUES

Malgré la crise économique et le contexte de guerre qui prévaut, les exportations françaises vers le Liban ont poursuivi leur progression dynamique. Sur les 9 premiers mois de l'année, les exportations sont passées de 271 M EUR à 332 M EUR (+23%), tandis que les exportations libanaises vers la France se sont tassées de 71 M EUR à 68 M EUR (-4,6%). L'excédent commercial français est ainsi passé de 200 M EUR à 264 M EUR. Les progressions les plus marquées ont été observées par les produits agricoles et agroalimentaires (de 49 M EUR à 79 M EUR soit +61%), les produits pharmaceutiques (de 38 M EUR à 46 M EUR soit +22%) et les produits cosmétiques (de 39 M EUR à 45 MEU R: +17%). Ces données sont corroborées par les témoignages des entreprises françaises actives au Liban (CCEF) qui confirment ne pas avoir observé d'inflexion significative dans les prises de commandes, voire des phénomènes de « surstockage » dans certains secteurs anticipant les besoins liés à la reconstruction. Il reste néanmoins à vérifier que cette tendance n'a pas été altérée pendant les mois d'octobre et novembre qui ont été les plus violents en termes de conflit.

2. LA COMPAGNIE AÉRIENNE LIBANAISE ANNONCE UN RETOUR À LA NORMALE DÈS LE 12 DÉCEMBRE

Suite à l'accord sur cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, la Middle East Airlines a annoncé qu'elle reprendrait progressivement l'ensemble de ses vols pour revenir au rythme normal d'avant-guerre d'ici au 12 décembre. Entretemps, la compagnie programmerait 32 vols supplémentaires entre le 28 novembre et le 3 décembre, avec une augmentation de la capacité de ses appareils sur plus de 30 destinations. La MEA était la seule compagnie à opérer depuis Beyrouth pendant ces derniers mois.

À ce jour, plusieurs compagnies auraient annoncé leur reprise d'activité :

- Turkish Airlines (1 vol Beyrouth-Istanbul dès le samedi 30 novembre, et reprise normale la semaine suivante),
- Royal Jordanian (1^{er} décembre),

- Iraqi Airways (2 décembre),
- Emirates (2 décembre),
- FlyDubai : (2 décembre),
- Ethiopian Airlines (8 décembre),
- Qatar Airways (9 décembre)

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. L'UE VERSE LA 3^{ÈME} ET DERNIÈRE TRANCHE DE SON AIDE EXCEPTIONNELLE À L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

L'Union Européenne a versé le 18 novembre la dernière tranche (110 M EUR) de son paquet de 400 M EUR d'aide d'urgence à l'Autorité palestinienne, décidée le 19 juillet 2024. Cette aide exceptionnelle vise à aider l'Autorité palestinienne à verser les salaires de ses fonctionnaires et à assurer la fourniture de services essentiels à sa population, dans un contexte de crise budgétaire particulièrement sévère depuis le déclenchement de la guerre à Gaza et de retenues croissantes du gouvernement israélien sur les recettes douanières palestiniennes (clearance revenues). L'Union Européenne est le premier bailleur international dans les Territoires palestiniens.

2. LA DETTE PUBLIQUE S'ÉTABLIT À PRÈS DE 4 MDS\$

La dette publique palestinienne arrêtée, à la fin du mois de septembre 2024, a augmenté de 17% par rapport à la même période de l'année dernière, atteignant 3,95 Mds EUR (15,2 Mds NIS) contre 3,38 Mds EUR (13 Mds NIS) à la fin du mois de septembre 2023. Cette hausse s'explique par la crise de liquidités actuelle en Palestine, provoquée par une forte baisse de l'aide étrangère et par la poursuite des coupes israéliennes dans les recettes douanières. Plus précisément, la dette interne s'élève à 2,4 Mds EUR, dont 1,6 Md EUR de créances à l'égard des banques palestiniennes, qui alimentent les finances publiques palestiniennes (il n'y a pas de banque centrale). Cette dette est caractérisée par une maturité moyenne assez courte, ce qui soulève des préoccupations concernant la gestion de la liquidité et la solvabilité de l'AP.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,5 *	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	380	264	434	528	53	24 *	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	4487 *	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-0,7 *	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	-0,4 *	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	91	46	35	68	92	195 *	50 *	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	26,4	3,1	31,2	3	1	32,9	60	100 **
PMI	Statistiques officielles	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	45,0	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES FMI 2023 ; ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024P

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr